

Mun/A.

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.-

DIRECTION PROVINCIALE DU PERSONNEL.-

N° 12/45-3 / 1315/D.

Transmis copie pour information à  
Messieurs: - les Résidents(deux)  
- les Administrateurs de  
Territoire(tous)  
-les Chefs de Service(tous)

Usukuma, le 22 juin 1954  
Pour le Vice-Gouverneur General  
Gouverneur du Ruanda-Urundi,

p.c.  
Le Directeur Provincial du Personnel,  
M. ROSLANT,

Ruhengeri



2384

CONGO BELGE  
1re DIRECTION GENERALE  
2me DIRECTION.

MESSAGE AVION

PROGOU (TOUS)

N° 12/349 du 14 juin 1954

Ref. M 1211/015717 du 4 mai 1954 objet signalement stop Vous  
informe Minicol avoir approuvé projet réforme procédure signalement  
personnel européen stop Arrêté royal modifiant statut interviendra  
incessamment stop Procédure dont question devoir être appliquée dès  
à présent stop Attire votre attention sur instructions complémentaires  
suivantes:

- 1° Détermination du supérieur hiérarchique compétent pour proposer  
le signalement au 1er degré:

Principe: c'est le chef qui occupe l'échelon hiérarchique  
immédiatement inférieur à l'échelon de révision tel que  
déterminé par projet article 112 bis(cir.m du 4 mai  
1954, annexe II - cir. également exemples cités dans  
l'annexe III)

Exceptions: lorsque l'agent relève directement de l'autorité  
qualifiée pour proposer signalement au dernier degré  
le 1er et le dernier degré se confondent:

- 2° Nombre d'exemplaires des bulletins de signalement à établir  
- même nombre que par le passé  
- même nombre lorsque bulletin signalement être remplacé par fiche  
de reconduction
- 3° Remise à l'agent du bulletin de signalement ou de la fiche de  
reconduction qui lui est destinée:  
- autorité compétente: l'autorité qualifiée pour proposer le  
signalement au dernier degré  
- procédure: envoi à l'agent par la voie hiérarchique avec accusé  
de réception à retourner par l'agent. En cas  
de recours l'accusé de réception est transmis  
avec le recours administratif à l'autorité  
compétente pour statuer sur celui-ci, cas des  
agents en congé, même procédure par  
intermédiaire Département Colonies.
- 4° Fiche de reconduction  
2000 exemplaires stencils vous sont transmis par courrier avion  
Remarque: les instructions contenues dans la circulaire n°12/18  
du 5 mai 1953 incompatibles avec la nouvelle procédure  
seront abrogées ou amendées incessamment.

CONGO



Mu/A.  
TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.--

Usumbura, le 15 mai 1954.--

DIRECTION PROVINCIALE DU PERSONNEL.-- N°12/3.494 / 1.195 /B.15

Transmis copie pour information à  
Messieurs: - les Résidents (deux)  
- les Chefs de Service (tous)  
- les Administrateurs de  
Territoire (tous)

Usumbura, le 15 mai 1954.  
Pour le Vice-Gouverneur Général,  
Gouverneur du Ruanda-Urundi,  
p.o.

Pour le Directeur Provincial du Personnel,  
Le Chef de bureau,  
L. RENSON,



CONGO BELGE  
1re DIRECTION GENERALE  
2me DIRECTION

Léopoldville, le 4 mai 1954.--  
N° 1211/013717

OBJET:

- Signalement  
- décentralisation  
- accélération de la procédure.

Annexes:

Monsieur le Gouverneur de Province(TOUS),

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, quelques exemplaires de la lettre n°1211/12'416 du 22 avril 1954 par laquelle j'ai soumis à Monsieur le ministre des Colonies un projet de réforme de la procédure en vue de l'élaboration du signalement du personnel de la Colonie.

Je vous saurais gré de vouloir bien faire procéder à la répartition de cette documentation entre les différents services et districts de votre ressort.

Vous trouverez également, sous ce pli, un certain nombre de copies d'une note analytique concernant la même matière et destinée à l'échelon " Territoire".

x

x

x

Il conviendra, à l'occasion de la transmission de ces documents, d'inviter leurs destinataires à n'entamer la procédure d'établissement du signalement qu'après en avoir reçu l'ordre de votre part.

De mon côté, dès réception de la réponse du Chef du Département, je vous ferai part de sa décision.--

Pour le Gouverneur Général,  
Le Secrétaire Général, a.i.  
N. Welvaert,  
sé: N. Welvaert.--



N/J.-

CONGO BELGE  
Ire DIRECTION GENERALE  
2me DIRECTION

Léopoldville, le 22 - 4 - 1954.

Nº 1211/012416

OBJET:

- Signalement  
- décentralisation  
- accélération de la  
procédure.

En annexe : projets de textes  
et commentaires  
succincts.

A Monsieur le Ministre des Colonies  
à  
BRUXELLES.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-dessous, mes propositions concernant la réforme de la procédure de signalement organisée par les articles 110 et suivants du Statut des Agents de l'Administration d'Afrique.

Cette réforme, à laquelle j'attache une grande importance et que je souhaite voir réalisée dans le plus bref délai possible, vise essentiellement :

- 1/ à alléger les tâches de l'autorité supérieure, qui non seulement eut à se prononcer sur plus de 500 recours lors de la réalisation du mouvement du 1er janvier 1954, mais eut à connaître de quelque 7.000 signalements dans l'ensemble;
- 2/ à accélérer la procédure de signalement;
- 3/ à décentraliser au profit des Gouverneurs de Province, dont l'autorité se trouverait renforcée, tout en donnant plus de garanties au personnel. Il devient impossible pour l'autorité supérieure de connaître suffisamment les milliers d'agents dont la cote est en jeu; le Gouverneur de Province, par contre, peut connaître son personnel.

Les moyens mis en oeuvre pour atteindre ces deux objectifs sont : décentralisation et reconduction des signalements.

I.- DECENTRALISATION.

a/ Etablissement du signalement :

Principe : Conformément à la suggestion émise par les Conseillers d'Organisation, le nombre des échelons hiérarchiques intervenant dans la procédure sera ramené à deux au maximum.

Modalités d'application :

Les propositions de signalement concernant les agents exerçant des fonctions de la 3me ou de la 4me catégorie seront établies au dernier degré à l'échelon du District, de la Direction (Gouvernement Général) ou de la Direction Provinciale,

le premier échelon étant constitué en Province par le chef direct (Administrateur de Territoire, Chef de Bureau ou agent de grade équivalent)

.../...



et dans les Services du Gouvernement Général par le  
Chef de Section.

Remarques : A/ Par "proposition de signalement", j'entends  
aussi bien la proposition d'appréciation  
synthétique de l'aptitude que la proposition  
d'appréciation synthétique du mérite.

Dans son arrêt N° 1975 du 21 novembre 1952  
(affaire CORBISIER et crts c/ Congo Belge, Ministre des  
Colonies, la Section d'Administration du Conseil d'Etat  
fit remarquer que "les textes (du statut) ne précisent pas  
l'autorité qui est chargée d'établir la proposition  
d'avancement".....

Il convient de remédier à cette lacune.  
C'est notamment l'objet de la modification que je vous  
propose d'apporter à l'article 112 du statut (cf. document  
annexe).

B/ Il importe d'organiser la procédure de  
signalement en tenant compte de la fonction  
exercée par l'agent plutôt que de la  
catégorie à laquelle il appartient du fait  
de son grade.

Cette solution, par ailleurs rigoureusement  
logique, nous est imposée notamment dans le cas du chef de  
bureau commissionné en qualité de Chef de service  
provincial.

b/ Examen d'ensemble des signalements et décision sur recours.

Règles : - Examen d'ensemble des bulletins de signalement  
et décision sur les recours introduits par les  
agents nommés ou commissionnés aux fonctions de  
la 1ère (Commissaire Provincial ou équivalent)  
ou de la 2ème catégorie - autorité compétente :  
le Gouverneur Général.

Je prévois cependant dans les projets de  
textes que je vous sou mets, en annexe, la possi-  
bilité pour le Gouverneur Général de déléguer  
tout ou partie de ces pouvoirs au Secrétaire  
Général, sauf pour ce qui concerne le signale-  
ment des agents relevant de cette dernière  
autorité.

- Examen d'ensemble des bulletins de signalement  
et décision sur les recours introduits par les  
agents exerçant des fonctions de la 3me ou de  
la 4me catégorie : autorités compétentes : le  
Secrétaire Général, les Gouverneurs de Province,  
les Directeurs Généraux et l'Administrateur en  
Chef de la Sûreté, chacun en ce qui concerne le  
personnel sous ses ordres.

c/ Recours aux Comités du Personnel et au Comité Supérieur du  
Personnel.

Dans le cadre de la décentralisation, je vous  
propose de transférer aux Comités du Personnel, en ce qui  
concerne les agents qui exercent des fonctions de la 3me ou  
de la 4me catégorie, la compétence en matière de recours  
contre l'appréciation synthétique de l'aptitude.

D'autre part, à l'occasion du remaniement  
des textes qu'implique cette réforme, il conviendrait de  
prévoir explicitement que la compétence du Comité  
Supérieur du Personnel s'étend aux recours, tant en matière  
disciplinaire qu'en matière de signalement, introduits par  
les agents de la 1ère catégorie.

.../...



## II.- RECONDUCTION DES SIGNALEMENTS.

En vue d'accélérer la procédure de signalement, je vous propose d'introduire dans le Statut des Agents de l'Administration d'Afrique une disposition semblable à celle qui a été insérée dans l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat par l'arrêté royal du 26 novembre 1953.

Les contingences locales s'opposent cependant à l'usage des fiches individuelles sur lesquelles les supérieurs hiérarchiques, dans l'Administration métropolitaine, inscrivent au fur et à mesure qu'ils se produisent, les faits marquants susceptibles d'influer sur le signalement de leurs subordonnés.

Pour que ces fiches puissent jouer efficacement le rôle qui leur est assigné, il importe qu'elles soient établies contradictoirement, ce qui, en Afrique, étant donné les distances qui séparent dans nombre de cas les chefs de leurs subordonnés, serait de nature à alourdir considérablement la procédure de signalement.

Par contre, j'estime pour ma part que la procédure simplifiée de la reconduction doit être appliquée à l'ensemble des agents soumis au signalement et non limitée, comme c'est le cas dans les Administrations de l'Etat, aux échelons subalternes d'exécution.

## III. PONDERATION DES SIGNALEMENTS.

Afin d'obtenir une répartition plus équitable des appréciations synthétiques, les Conseillers d'Organisation ont suggéré que le supérieur hiérarchique, qui intervient au dernier stade de l'établissement de la proposition de signalement, consulte les chefs du degré inférieur réunis en collège.

Cette suggestion a retenu toute mon attention et je me propose d'y donner suite dans toute la mesure du possible, compte tenu des contingences propres à l'Administration d'Afrique.

Je ne désire cependant pas donner à cette procédure le caractère de formalité substantielle. Aussi suis-je d'avis que les instructions concernant l'instauration de commissions consultatives de cotation doivent trouver leur place dans une circulaire plutôt que dans le statut.

Cette formule offre l'avantage d'une plus grande souplesse et par conséquent d'une meilleure adaptation aux situations et circonstances particulières.

x

x

x

Au début de la présente correspondance, je vous ai fait part, Monsieur le Ministre, de mon souhait de voir la réforme de la procédure de signalement réalisée dans le plus bref délai possible.

Je me permets d'insister sur ce point : je désirerais vivement, en effet, être déchargé dès le prochain mouvement administratif de la tâche imposante que représente l'examen de plusieurs centaines de recours.

Je ne vous cacherai pas, Monsieur le Ministre, que lors du dernier signalement, je me suis demandé avec une certaine anxiété s'il était possible de porter un jugement équitable sur des milliers de cas, n'ayant pour toute base d'appréciation que des bulletins rédigés parfois de façon

.../...



laconique. J'ajouterai que le Vice-Gouverneur Général et le Secrétaire Général m'ont fait part de la même impression. Le volume devient tel qu'il rend l'intervention unique impossible.

D'autre part, j'envisage de réformer la procédure de signalement des agents auxiliaires de l'Administration d'Afrique dans le sens des propositions que je vous ai soumises plus haut.

Or, pour des motifs d'ordre psychologique, j'estime devoir subordonner la réalisation de cette dernière réforme à l'adoption de la première : les membres du personnel auxiliaire appartenant aux catégories inférieures ne comprendraient pas que la possibilité d'adresser leur recours au Secrétaire Général leur soit enlevée alors que l'ensemble du personnel européen continuerait à disposer d'un recours auprès du Gouverneur Général.

En conclusion, je vous demanderai, Monsieur le Ministre, de vouloir bien mettre tout en oeuvre, y compris la procédure d'urgence destinée à éviter les délais que comporte la consultation du Conseil d'Etat, de manière à ce que la réforme de la procédure de signalement des Agents de l'Administration d'Afrique soit réalisée avant le début de juin prochain (époque à laquelle le mouvement de signalement est entamé à l'échelon inférieur).

Dans toute la mesure du possible, il me serait agréable de connaître avant cette époque votre décision de principe, de manière à ce que je puisse, le cas échéant, faire procéder à l'élaboration des instructions que comporte la mise en route de la nouvelle procédure.

X

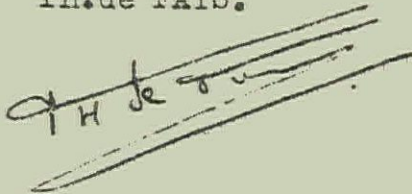
X

X

Le Comité Central de l'AFAC consulté sur le projet dont traite la présente correspondance s'y est rallié sans réserve.—

Le Gouverneur Général,  
(sc) L.PETILLON

Pour copie certifiée conforme :  
Le Chef de Bureau,  
Ph.de FAYS.





Note sur les modifications au statut  
qu'implique la réforme en matière de signalement

- Article 110. " Le signalement est obligatoire pour tout  
" agent des 4e, 3e et 2e catégories ainsi que  
" pour tout agent revêtu du grade inférieur de la  
" 1ère catégorie.

" Il a pour but d'éclairer l'Administra-  
" tion sur la valeur de l'agent, ses aptitudes  
" et sa manière de servir.

" Il constitue la base essentielle de la  
" détermination des titres de l'agent à  
" l'avancement."

- Article 111. " Il est tenu pour chaque agent un dossier  
" où sont réunis les signalements attribués  
" antérieurement et tous les documents de nature  
" à servir d'éléments d'appréciation; il ne peut  
" toutefois y figurer d'autres pièces que celles  
" concernant l'exercice de la fonction ou la  
" vie privée dans ses rapports avec la fonction.

" Il ne peut être tenu compte dans le  
" signalement de l'agent, de correspondances,  
" rapports ou constatations dont l'intéressé  
" n'ait eu connaissance.

Commentaires :

Les modifications apportées à ces deux  
textes consistent en ordre principal dans le  
remplacement du mot "notes" par celui de  
"signalement".

- Article 112. " Le signalement est établi annuellement.  
" A cette occasion, le supérieur hiérarchi-  
" que compétent propose l'appréciation du mérite  
" et la mention relative à l'avancement de grade  
" qu'il estime devoir être attribuées à l'agent.

" L'appréciation du mérite est synthétisée  
" par une des mentions suivantes : "Elite",  
" "Très Bon", "Bon", "Assez Bon", "Médiocre".

" Les mentions relatives à l'avancement  
" de grade sont "Grand choix", "Choix",  
" "Promoturé", "Néant".

" Lorsque l'appréciation synthétique du  
" mérite est autre que "Très Bon" ou "Bon", elle  
" doit être motivée.

" Le rapport accompagnant l'appréciation  
" "Médiocre" doit contenir un avis sur l'oppor-  
" tunité de faire comparaître l'agent ne donnant  
" pas satisfaction devant une commission  
" d'incapacité."

Commentaires :

I.- Actuellement, le statut ne détermine pas la  
périodicité de l'établissement du signalement.  
L'article 110 se borne à stipuler que "tout  
agent ... doit faire l'objet régulier de notes."



II. Dans l'état actuel des textes, le signalement est établi au premier degré par le supérieur hiérarchique immédiat. En vue d'accélérer la procédure, le nombre d'échelons intervenant dans l'élaboration du signalement sera réduit à deux, au maximum. En application de ce principe, le premier échelon de proposition sera constitué, dans les Services du Gouvernement Général, par le Chef de Section, en ce qui concerne le signalement des agents exerçant des fonctions de la 3e ou de la 4e catégorie. Les chefs de bureau n'intervenant qu'à défaut de l'échelon "Section".

Le statut ne doit cependant pas régler ces détails : la formule la plus souple consiste à remplacer les mots "supérieur hiérarchique immédiat" par "supérieur hiérarchique compétent" et de confier au Gouverneur Général le soin de désigner celui-ci (ce sera l'objet du 3e alinéa de l'article 115.)

III. Il convient de préciser - ce que ne fait pas le statut dans son état présent - les autorités compétentes pour formuler la proposition d'avancement de grade et de déterminer limitativement les mentions susceptibles d'être utilisées à cette occasion.

- article 112 bis"

Les bulletins de signalement sont  
" transmis au Gouverneur Général par la voie  
" hiérarchique, en autant d'exemplaires que de  
" besoin.

Les bulletins des agents nommés ou  
" commissionnés à un emploi de la 1ère ou de la  
" 2ème catégorie sont revus et visés par le  
" Secrétaire Général, le Gouverneur de Province,  
" le Directeur Général ou l'Administrateur en  
" Chef de la Sûreté, selon qu'il échet.

Les bulletins des agents autres  
" que ceux cités au précédent alinéa sont revus  
" et visés par le Secrétaire Provincial, le  
" Commissaire de District, le Directeur Chef de  
" Service, l'Administrateur de la Sûreté ou le  
" fonctionnaire Chef du Service Provincial."

Commentaires :

- I.- Tandis que l'article 112 envisage la procédure à son 1er stade, l'article 112 bis désigne les autorités compétentes pour formuler la proposition de signalement au dernier degré.
- II. Il n'est pas fait mention des autorités de la Force Publique, des dispositions particulières étant en voie d'élaboration en ce qui concerne le signalement et l'avancement de grade et de traitement du personnel de ce service.

.../...



- Article 113

" Chacune en ce qui concerne les agents  
" sous ses ordres, les autorités compétentes en  
" vertu de l'article 112 bis pour procéder à  
" la révision des bulletins et formuler la  
" proposition de signalement au dernier degré,  
" transmettent à l'agent une copie de son  
" bulletin.

" L'agent est également avisé de toute  
" modification apportée ultérieurement à  
" l'appréciation du mérite ou à la mention  
" relative à l'avancement de grade.

" Il lui est loisible d'introduire par  
" la voie hiérarchique, dans les huit jours de  
" la réception de la copie du bulletin de signa-  
" lement ou de l'avis de modification de ce  
" dernier, un recours motivé contre l'appréciation  
" du mérite ou la mention relative à l'avance-  
" ment de grade et de saisir conjointement le  
" Comité du Personnel de sa réclamation.

" L'agent qui fait usage de cette  
" seconde faculté en fait mention dans son  
" recours."

Commentaires :

La modification essentielle apportée  
à ce texte consiste dans l'alignement de la  
procédure de recours contre la mention relative  
à l'avancement de grade, sur la procédure de  
recours contre l'appréciation du mérite.

Cette modification entraîne l'abroga-  
tion de l'article 129 du statut qui traite  
actuellement du recours contre l'absence de  
proposition d'avancement de grade.

- Article 113 bis

" Le Gouverneur Général attribue défi-  
" nitivement le signalement aux agents nommés  
" ou commissionnés à un emploi de la 1ère ou  
" de la 2ème catégorie ainsi qu'aux agents des  
" 3e et 4e catégories relevant directement de  
" l'une des autorités désignées à l'article 112  
" bis, alinéa 2 et statue sur les recours intro-  
" duits par ces agents conformément à l'article  
" 113.

" Il peut déléguer tout ou partie de  
" ces pouvoirs au Secrétaire Général sauf pour  
" ce qui concerne le signalement des agents  
" relevant de cette autorité.

" Le Secrétaire Général, les Gouverneurs  
" de Province, les Directeurs Généraux et  
" l'Administrateur en Chef de la Sûreté attribuent  
" définitivement le signalement aux agents sous  
" leurs ordres autres que ceux cités au 1er  
" alinéa et statuent sur les recours introduits  
" par ceux-ci conformément à l'article 113."

Pas de commentaires.

- Article 114

" Si l'agent est resté titulaire du  
" même grade et est demeuré dans les mêmes  
" fonctions du même cadre depuis l'attribution  
" du dernier signalement et si, depuis lors,  
" aucun fait marquant susceptible de justifier  
" la proposition d'un nouveau signalement n'est  
" intervenu, la reconduction du signalement peut  
" être proposée par le supérieur hiérarchique  
" compétent.

.../...



" Si elles le jugent opportun, les  
" autorités hiérarchiques qui interviennent dans  
" l'attribution du signallement peuvent prescrire  
" l'établissement d'un nouveau bulletin.

" Les reconductions de signallement sont  
" soumises à la même procédure que l'établisse-  
" ment de nouveaux signallements."

Commentaires :

I.- Ces dispositions sont calquées sur celles  
qui forment les 5 et 6 de l'article 3 de  
l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signale-  
ment; et l'avancement des agents de l'Etat  
tel qu'ils résultent de l'arrêté royal du  
26 novembre 1953.

II. Il n'est cependant pas fait allusion aux  
fiches individuelles en usage dans les  
administrations métropolitaines, car l'éta-  
blissement de ces fiches, d'une manière  
contradictoire, ne pourrait se faire, dans la  
Colonie, que suivant une procédure par trop  
lente vu les distances (inscription à la fiche,  
notification à l'agent, accusé de réception  
ou procès verbal de notification...)

III. Par contre, la procédure simplifiée de la  
reconduction est applicable à tous les agents  
soumis au signallement et non seulement aux  
agents des catégories inférieures.

- article 115 " Le Gouverneur Général règle l'application  
" des dispositions du présent titre.

" Il détermine notamment la forme et les  
" critères suivant lesquels doivent être établis  
" les bulletins de signallement ainsi que la  
" forme des fiches de reconduction.

" Il désigne les supérieurs hiérarchiques  
" compétents pour formuler la proposition de signa-  
" lement ou de reconduction au premier degré,  
" conformément aux articles 112 et 114."

Pas de commentaires.

- Article 126 bis  
alinéa 2"

Cette liste n'est arrêtée définitivement  
" qu'après l'avis des Comités du Personnel  
" compétents, sur les recours introduits sur  
" base de l'article 113.

Commentaires :

Suppression de la référence à l'article  
129 lequel doit être abrogé ainsi qu'il a été  
exposé à propos de l'article 113.

- Article 129 Cet article serait abrogé. Les raisons  
en ont été indiquées dans les commentaires  
relatifs à l'article 113.

- Article 157  
alinéa 3

Cette disposition serait abrogée.  
Les raisons en seront indiquées infra, dans les  
commentaires relatifs à l'article 159.

.../...



- Article 159

Les Comités du Personnel ont pour mission de donner un avis motivé sur :

- 1) les recours introduits par les agents des 3e et 4e catégories à charge desquels une peine disciplinaire, autre que la réprimande ou le blâme, est définitivement proposée;
- 2) les recours introduits par les agents des 3e et 4e catégories contre l'appréciation du mérite ou la mention relative à l'avancement de grade proposée à leur sujet ou contre l'avis de modification de cette proposition.

Commentaires :

- I.- Suppression des mots "avant toute décision de l'autorité compétente" : ces mots ne peuvent plus figurer dans le texte puisque les agents disposent d'un recours non seulement contre la proposition de signalement formulée au dernier degré mais également contre la décision de modification de cette proposition, prise par l'autorité compétente pour attribuer le signalement.
- II. Dans le cadre de la décentralisation, la compétence en matière de recours contre la mention relative à l'avancement de grade en ce qui concerne les agents des 3e et 4e catégories est transférée aux Comités du Personnel, ce qui justifie l'abrogation de la disposition formant l'article 157 alinéa 3 dont question supra.

- Article 160 "

Le Comité Supérieur du Personnel a pour mission de donner un avis motivé :

- " 1) sur les propositions de promotions émanant du Gouverneur Général à tous grades autres que ceux de la 1ère catégorie;
- " 2) sur les recours introduits par les agents des 1ère et 2ème catégories contre les propositions de sanctions disciplinaires, autres que la réprimande et le blâme, dont ils feraient l'objet;
- " 3) sur les recours introduits par les agents des 1ère et 2ème catégories contre l'appréciation du mérite ou la mention relative à l'avancement de grade proposée à leur sujet ou contre l'avis de modification de cette proposition;
- " 4) sur les recours introduits par des stagiaires ayant reçu le préavis qu'ils ne seraient pas admis à titre définitif."

Commentaires :

Les seules modifications apportées à cet article concernant le retrait au Comité Supérieur du Personnel de la compétence en matière de recours contre la mention relative à l'avancement de grade en ce qui concerne les agents des 3e et 4e catégories.

.../...



Statut des Agents de l'Ordre Judiciaire et des Agents de la Police Judiciaire des Parquets.

- Article 3 bis " Les autorités compétentes pour  
" formuler la proposition de signalement au  
" dernier degré sont :  
" 1) à l'égard des agents nommés ou commis-  
" sionnés à un emploi de la 2<sup>me</sup> catégorie :  
" au Ruanda-Urundi, le Vice-Gouverneur  
" Général; au Congo Belge, les Présidents  
" des Cours d'Appel et les Procureurs  
" Généraux, chacun en ce qui concerne les  
" agents mis à sa disposition;  
" 2) à l'égard des agents autres que ceux  
" visés sub 1) : le Président du Tribunal  
" d'Appel d'Usunbura, les Juges-Présidents  
" des Tribunaux de 1<sup>ère</sup> Instance et les  
" Procureurs du Roi titulaires, chacun en  
" ce qui concerne les agents mis à sa  
" disposition."

- Article 3 ter " Le Gouverneur Général attribue  
" définitivement le signalement aux agents  
" nommés ou commissionnés à un emploi de la  
" 2<sup>me</sup> catégorie ainsi qu'aux agents des 3<sup>e</sup> et  
" 4<sup>me</sup> catégories relevant directement de l'une  
" des autorités désignées au 1) de l'article  
" 3 bis et statue sur les recours introduits  
" par ces agents conformément à l'article 113  
" du Statut des Agents de l'Administration  
" d'Afrique.

- " Le Vice-Gouverneur Général au  
" Ruanda-Urundi, les Présidents des Cours  
" d'Appel et les Procureurs Généraux au  
" Congo Belge, attribuent définitivement le  
" signalement aux agents sous leurs ordres  
" autres que ceux cités au 1<sup>er</sup> alinéa et  
" statuent sur les recours introduits par  
" ceux-ci conformément à l'article 113 du  
" Statut des Agents de l'Administration  
" d'Afrique."

Commentaires :

Ces deux dispositions visent à  
étendre la décentralisation aux services  
des greffes et parquets.-

---



N/J.-

CONGO BELGE  
1re DIRECTION GENERALE  
2me DIRECTION

Tableau donnant le schéma de la procédure de signalement

A/ Règles générales

<u>I</u> <u>Fonctions</u>	<u>II</u> <u>Service</u>	<u>III</u> <u>1er degré</u>	<u>IV</u> <u>2me degré</u>	<u>V</u> <u>Attribution</u> <u>signalt.définitif.</u> <u>Décision sur</u> <u>recours.</u>
a) 1e et 2e cat. Territorial		C.d.D. (signal.de son assistant)	Progou	G.G.
"	Provinciaux	-	Progou	G.G.
"	Secrét.Général	Directeur (signal.de ses chefs de Sect.)	S.G.	G.G.
"	Directions Générales	Directeur (signal.de ses chefs de Sect.)	D.G.	G.G.
		X		
		X	X	
b) 3e et 4e cat. Territorial		A.T.	C.d.D.	Progou
"	Provinciaux	Chef Bureau ou équivalent	Directeur Provincial	Progou
"	Secrétariats Provinciaux	Chef Bureau	Prosec	Progou
"	Secrét.Général	Chef de Sect. (à défaut:Chef de Bureau)	Directeur	S.G.
"	Directions Générales	Chef de Sect. (à défaut:Chef de Bureau)	Directeur	D.G.
"	Sûreté	Chef Bureau ou équivalent	Administrateur Sûreté	Administrateur Chef Sûreté
"	Ecoles Officielles	Préfet ou Direct. école primaire.	Directeur Prov. (Ens.)	Progou
		X	X	X
c) Agents de l'O.J. et de la P.J.				
2me cat.	Greffes(C.B)	Juge-Président	Présidappel	G.G.
	1e Inst. Léo B'Ville			
"	Greffes(C.B)	-	Présidappel	G.G.
"	Cours d'Appel Parquets(C.B)	-	Procural	G.G.
				.../...



3e et 4e cat. Greffes(C.B) Greffier  
 Cour Appel Juge-Président Présidappel  
 ou Trib.Ie Inst. ou ou  
 ou Chef parquet Proroi Procural  
 local

" Greffes(R.U) Greffier Tribappel Prétribappel)  
 ou Trib.Ie Inst. ou } V.G.G.  
 ou Chef parquet Proroi }  
 local

" Parquets(C.B) Secrétaire du P.G. )  
 ou de Parquet du Proroi } Proroi Procual  
 ou Chef du Parquet local)

" Parquets(R.U) Secrétaire du parquet )  
 du Proroi ou Chef du } Proroi V.G.G.  
 Parquet local

B/ Cas particuliers

Agents des 3me et 4me catégories qui relèvent directement de l'une  
 des autorités citées sub A/ b) ci-dessus, dans la colonne V.  
 (Secrétaires de Directions Générales notamment) :

1er et dernier degré

Attribution signalement définitif  
Décision sur recours

Autorité citée dans  
 la colonne V.

Gouverneur Général.



N/J.-

CONGO BELGE  
1re DIRECTION GENERALE  
2me DIRECTION

Note concernant le projet de réforme de  
la procédure de signalement.

- Personnel visé :
  - Agents de l'Administration d'Afrique;
  - Agents de l'Ordre Judiciaire;
  - Agents de la Police Judiciaire des Parquets;
  - Agents temporaires (européens).
- Objectifs de la réforme :
  - décentralisation;
  - accélération de la procédure.

- Moyens mis en oeuvre :

I.- Elaboration de la proposition de signalement

Règle : Le nombre d'échelons hiérarchiques intervenant dans l'élaboration de la proposition de signalement sera ramené à deux, au maximum (cfr. tableau annexé).

Exemple : signalement de Mr. X., Administrateur Territorial Assistant.  
1er degré : l'Administrateur de Territoire.  
2me degré : le Commissaire de District.

II. Examen d'ensemble des signalements et décision sur recours

Règles : a/ examen d'ensemble des bulletins de signalement des agents nommés ou commissionnés aux fonctions de la 1ère ou de la 2ème catégorie  
- autorité compétente : le Gouverneur Général.

Exemple : signalement de Mr. Y., Commissaire de District Assistant.  
1er degré : le C.d.D. } propositions  
2me degré : le Procureur }  
Attribution du signalement : le G.G.  
Décision sur recours : le G.G.

b/ examen d'ensemble des bulletins de signalement des agents exerçant des fonctions de la 3ème ou de la 4ème catégorie.  
- autorité compétente : selon le cas,  
le Secrétaire Général,  
le Gouverneur de Province  
le Directeur Général,  
ou l'Administrateur en Chef de la Sûreté.

Exemple : signalement de Mr. X., Adm. Territ. Assistant.  
1er degré : l'Adm. de Terr. } proposi-  
2me degré : le C.d.D. } tion.  
Attribution du signalement : le Procureur  
Décision sur recours : le Procureur

.../...



N.B. Il apparaît ainsi que rien n'est changé dans la procédure d'élaboration du signalement des agents nommés ou commissionnés à des fonctions de la 1ère ou de la 2ème catégorie.

Par contre, en ce qui concerne les agents qui exercent des fonctions de la 3me ou de la 4me catégorie :

- 19) le pouvoir de formuler la proposition de signalement au dernier degré est transféré
  - du Secrétaire Général au Directeur du St. Gal
    - (aux C.d.D.
    - (au Prosec.
    - (aux Direct.Prov.
  - du Gouverneur de Province
  - du Directeur Général aux Directeurs Chefs de Service.
  - de l'Administrateur en Chef Sûreté à l'Adm. Sûreté.

Ce sont ces dernières autorités (C.d.D., Prosec, Direct.Prov., Directeur du Secrétariat Général, Directeurs Chefs de Service) qui transmettront à l'agent son bulletin après y avoir formulé leur proposition.

- 20) le pouvoir de statuer sur recours et d'attribuer le signalement définitif est transféré
  - du Gouverneur Général
    - (- au Secrétaire Général
    - (- aux Gouverneurs de Province
    - (- aux Directeurs Généraux
    - (- à l'Adm. en Chef Sûreté.

### III. Recours aux Comités du Personnel et au Comité Supérieur du Personnel.

- La réforme consistera dans le transfert du Comité Supérieur du Personnel aux Comités du Personnel, de la compétence en matière de recours contre la mention relative à l'avancement de grade, introduits par les agents des 3me et 4me catégories.

Exemple : signalement de Mr. x., Administrateur Terr.Assist.

- I - 1er degré: Adm. de Terr.: appréciation: T.B. Av<sup>t</sup> grade: néant.
- II - 2e degré: C.d.D. : idem. idem.
- III - Le C.d.D. retransmet le bulletin à x par l'intermédiaire de l'Adm. de Territoire.
- IV - Dans les huit jours de la remise du bulletin, x introduit un recours contre l'absence de proposition d'avancement de grade :
  - (-recours administratif - autorité compétente: Progou
  - (-recours C.Personnel - Comité compétent : C.Prov.

Remarque : Le recours au Comité du Personnel contre la mention relative à l'avancement de grade devra (comme c'est le cas actuellement lorsqu'il s'agit d'un recours contre l'appréciation synthétique) être accompagné d'un recours administratif.

- Recours contre l'appréciation synthétique : statu quo.

.../...



#### IV. Reconduction des signalements

Une fiche de reconduction de signalement sera prévue. Elle ne comportera d'autre indication que :

- l'appréciation définitive du mouvement précédent;
- la mention relative à l'avancement de grade du mouvement précédent.

Elle pourra être utilisée en lieu et place d'un bulletin dans les conditions suivantes :

- si l'agent est demeuré dans les mêmes fonctions du même cadre depuis l'attribution du dernier signalement
- et - si, depuis lors, aucun fait marquant susceptible de justifier la proposition d'un nouveau signalement n'est intervenu.

Exemple : signalement de z, agent territorial principal

Signalement définitif 1954 - Bon - Néant.

z est resté dans les mêmes fonctions depuis l'établissement de ce signalement. Il n'est pas envisagé de le proposer - rien de spécial à signaler en ce qui le concerne :

- l'Administrateur de Territoire pourra proposer la reconduction de son signalement.

N.B. 1) Les fiches de reconduction seront soumises à la même procédure que les bulletins de signalement (élaboration de la proposition - recours....)

- 2) Les autorités hiérarchiques qui interviennent dans l'attribution du signalement (dans le cas de z : le C.d.D. et le Progou) pourront prescrire l'établissement d'un nouveau signalement lorsqu'elles le jugeront opportun.